

**VENTE
SUR LIQUIDATION JUDICIAIRE**

**Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire du
PUY EN VELAY**

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

**Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire du
PUY EN VELAY, a tranché en l'audience publique du**

la sentence d'adjudication suivante :

CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions
--

**auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du
Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire du PUY-
EN-VELAY, au plus offrant des enchérisseurs, les biens
et droits immobiliers qui sont désignés comme suit
dans l'Ordonnance ci-après indiquée :**

**SUR LA COMMUNE DE SAINT-DIDIER-EN-VELAY (43140),
Lieu dit La Murette des parcelles de terrain.**

**Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les
relations suivantes :**

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	510	La Murette	00 ha 04 a 28 ca

AY	513	La Murette	00 ha 05 a 06 ca
AY	518	La Murette	00 ha 04 a 48ca
AY	519	La Murette	00 ha 03 a 60 ca
AY	520	La Murette	00 ha 05 a 55 ca
AY	522	La Murette	00 ha 03 a 86 ca
AY	523	La Murette	00 ha 03 a 86 ca
AY	524	La Murette	00 ha 03 a 88 ca
AY	525	La Murette	00 ha 03 a 71 ca
AY	532	La Murette	00 ha 06 a 80 ca
AY	533	La Murette	00 ha 06 a 76 ca

(Cf. annexes : actes de vente, matrice cadastrale, renseignements hypothécaires,)

Tel que ledit bien se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve.

Vendus à l'encontre de :

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

La SELARL MJ ALPES, au capital de 2 117 €, dont le siège social est situé 91/93 rue de la Libération, 38300 BOURGOIN JALLIEU, avec un établissement secondaire sis 9 Bd Mendès France, 42000 SAINT ETIENNE, immatriculée au RCS de VIENNE sous le n° 830 490 413, **prise en la personne de Maître Caroline JAL**, agissant en qualité de Liquidateur Judiciaire de
, nommée à

cette fonction par Ordonnance du 22 janvier 2020 du Président du Tribunal de commerce SAINT-ETIENNE, en lieu et place de la SELARL MJ ALPES prise en la personne de Maître BLANCHARD, elle-même désignée par décision du 4 août 2017, en remplacement de Maître Jean BLANCHARD, lui-même désigné à ses fonctions par jugement en date du 22 février 2017 du Tribunal de commerce de SAINT ETIENNE ayant prononcé la liquidation judiciaire de

Ayant pour avocat constitué Maître Anne-Marie TEYSSIER, SELARL BONNET - EYMARD NAVARRO – TEYSSIER, avocats au Barreau du PUY-EN-VELAY (43000), 3 Place Michelet 43000 LE PUY-EN-VELAY, laquelle se constitue sur la présente poursuite de vente et au Cabinet duquel il est fait élection de domicile, et pour Avocat plaidant Maître Sabine MATHIEUX, SELARL UNITE DE DROIT DES AFFAIRES, avocats à SAINT-ETIENNE (Loire) 49 Rue de la Télématique 42000 SAINT-ETIENNE,

Suivant Ordonnance sur requête rendue le 17 septembre 2024 par le Juge Commissaire à la liquidation judiciaire de

près le Tribunal de commerce de SAINT ETIENNE, publiée au Service de Publicité Foncière du PUY-EN-VELAY, le 13 novembre 2024 sous les références Volume 2024 S n°00020, et suivant saisie rectificative le 21 novembre 2024, valant reprise pour ordre de la formalité initiale du 13 novembre 2024, sous les références Volume 2024 S n°00022.

Et suivant ordonnance sur requête de rectification d'une erreur matérielle rendue le 3 décembre 2024 par le Juge Commissaire à la liquidation judiciaire de la
près le Tribunal de commerce de SAINT ETIENNE, en cours de publication auprès du Service de Publicité Foncière du PUY EN VELAY.

(Cf. annexes : ordonnance du Juge Commissaire, DRSU sur formalités)

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire du PUY-EN-VELAY, en ONZE LOTS, des biens et droits immobiliers suivants :

SUR LA COMMUNE DE SAINT-DIDIER-EN-VELAY (43140), Lieudit La Murette des parcelles de terrain, à savoir :

- **LOT N°1** : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 428 m²,

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	510	La Murette	00 ha 04 a 28 ca

- **LOT N°2** : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 506 m²,

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	513	La Murette	00 ha 05 a 06 ca

- **LOT N°3** : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 448 m²,

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	518	La Murette	00 ha 04 a 48ca

- **LOT N°4** : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 360 m²,

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	519	La Murette	00 ha 03 a 60 ca

➤ **LOT N°5 : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 555 m²,**

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	520	La Murette	00 ha 05 a 55 ca

➤ **LOT N°6 : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 386 m²,**

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	522	La Murette	00 ha 03 a 86 ca

➤ **LOT N°7 : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 386 m²,**

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	523	La Murette	00 ha 03 a 86 ca

➤ **LOT N°8: Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 388 m²,**

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	524	La Murette	00 ha 03 a 88 ca

➤ **LOT N°9 : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 371 m2,**

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	525	La Murette	00 ha 03 a 71 ca

➤ **LOT N°10 : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 680 m2,**

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	532	La Murette	00 ha 06 a 80 ca

➤ **LOT N°11 : Une parcelle de terrain à bâtir d'une surface cadastrale de 676 m2,**

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
AY	533	La Murette	00 ha 06 a 76 ca

(Cf. annexes : actes de vente, matrice cadastrale, renseignements hypothécaires)

Selon acte en date du 29 novembre 2024 dressé par la SELARL HUIS43, Commissaires de justice au PUY-EN-VELAY, il a été procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente, ci-après annexé.

(Cf. annexes :

PVD)

Il est précisé que l'immeuble saisi fait l'objet d'un permis d'aménager délivré par le Monsieur le Maire de SAINT-DIDIER-EN-VELAY en date du 27 novembre 2012 sous le

numéro PA04317712Y0001 à la société LES TERRASSES DE LISA ET MARGOT.

Ce permis d'aménager a autorisé la création de vingt-six lots dont deux réservés à la construction de petits collectifs ou de maisons de ville.

Un acte de dépôt de pièces de lotissement a été établi par Maître GONON le 24 février 2014, et publié au Service de la Publicité Foncière du PUY-EN-VELAY le 10 mars 2014, sous les références Volume 2014 P 2098.

Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux primaire a été déposée le 11 décembre 2013.

Par arrêté municipal en date du 17 décembre 2013, un permis d'aménager modificatif a été accordé pour autoriser à différer les travaux de finition et vendre les lots par anticipation et à modifier le programme des travaux pour l'alimentation en gaz de l'opération.

Par arrêté municipal en date du 27 février 2014, la Commune de SAINT-DIDIER-EN-VELAY a délivré un permis d'aménager de transfert de la SARL LES TERRASSES DE LISA ET MARGOT à la

Par décision en date du 4 juillet 2022, la Mairie de SAINT-DIDIER-EN-VELAY a autorisé la prorogation des travaux de finition jusqu'au 16 septembre 2027.

Il est également précisé que le 18 janvier 2023, la Mairie de SAINT-DIDIER-EN-VELAY a délivré huit certificats d'urbanisme opérationnels positifs pour les terrains cadastrés AY 513, AY 518, AY 519, AY 520, AY 522, AY 523, AY 524, et AY 525.

Le 23 février 2024, la Mairie de SAINT-DIDIER-EN-VELAY a délivré un certificat d'urbanisme opérationnel positif pour le terrain cadastré AY 510.

Le 26 février 2024, la Mairie de SAINT-DIDIER-EN-VELAY a délivré un certificat d'urbanisme opérationnel positif pour le terrain cadastré AY 533.

Le 28 février 2024, la Mairie de SAINT-DIDIER-EN-VELAY a délivré un certificat d'urbanisme opérationnel positif pour le terrain cadastré AY 532.

S'agissant des parcelles cadastrées AY 532 et 533, il convient de noter que les certificats d'urbanisme délivrés précisent que les deux terrains sont impactés par la présence d'eaux pluviales, et présentent en outre un dénivelé important depuis la voie de desserte, et qu'ainsi toute construction sur ce lot devra impérativement s'adapter à ces contraintes.

(Cf Annexes Certificats d'Urbanisme)

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

**RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT
DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS**
(C.G.I. Ann. II, art. 258)

NEANT

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien a été acquis auprès de des conjoints PAULET et GATHION suivant acte reçu par Maître Philippe GONON, notaire à SAINT-ETIENNE (42), en date du 17 mai 2013, publié le 10 juin 2013 au service de la publicité foncière du PUY-EN-VELAY, sous les références Volume 2013 P 4612.

(Cf. annexes : titres de propriété et état hypothécaire)

**REGLEMENT DE COPROPRIETE -
ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION**

NEANT

OCCUPATION

Il résulte du procès-verbal descriptif que les biens immobiliers sont actuellement inoccupés.

(Cf. Annexes PVD)

CLAUSES SPECIALES

A/ VENTE DANS UN IMMEUBLE EN COPROPRIETE

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, il est rappelé qu'en conformité avec le décret n° 67-223 du 17 mars 1967, art. 6, l'adjudicataire est tenu de notifier au syndic dès que la sentence d'adjudication sera définitive, par lettre recommandée avec avis de réception (article 63 du Décret), la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur et le cas échéant, le mandataire commun, si cette adjudication est faite au profit de plusieurs personnes ayant constitué une société propriétaire.

Toutes les stipulations du règlement de copropriété et, le cas échéant, de ses avenants ou annexes, s'imposeront à l'adjudicataire, même en cas de divergence avec les stipulations du présent cahier des charges.

Indépendamment de la notification ci-dessus, l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifié par la loi 94-624 du 21 juillet 1994) devra être notifié au syndic de copropriété sous la responsabilité de l'Avocat poursuivant.

Cette notification devra intervenir dès la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'Avocat ayant poursuivi la vente.

B/ RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Les renseignements d'urbanisme sont annexés au présent cahier des charges.

(cf. Annexes Dossier de Renseignements d'Urbanisme)

OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

C/ SUPERFICIE

Selon les matrices cadastrales, les surfaces cadastrales des différents lots sont les suivantes :

La surface cadastrale du **LOT N°1**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°510 est de **428 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°2**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°513 est de **506 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°3**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°518 est de **448 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°4**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°519 est de **360 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°5**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°520 est de **555 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°6**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°522 est de **386 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°7**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°523 est de **386 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°8**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°524 est de **388 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°9**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°525 est de **371 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°10**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°532 est de **680 m2**.

La surface cadastrale du **LOT N°11**, à savoir la parcelle de terrain à bâtir cadastrée section AY n°533 est de **676 m2**.

(Cf. matrices cadastrales ci-annexées)

D/ DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Conformément à l'article L 271-4 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique établi par l'Agence Diagnostic immobilier en date du 24 décembre 2024.

(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)

E/ AUTRES CLAUSES

Toutes les informations qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant et la SELARL MJ ALPES, représentée par Maître Caroline JAL, Mandataire Liquidateur de la _____ à l'aide de renseignements qu'ils ont pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur, de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété des lots immobiliers mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Selon la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1^{er} du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.

Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.

En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Le présent cahier des ventes s'applique à la vente des biens immobiliers régis par les articles L311-1 à L334-1 et R311-1 à R334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Le présent cahier des conditions de vente constitue un contrat judiciaire auquel sont tenus les candidats adjudicataires, l'ensemble des parties et leur conseil.

La vente aura lieu aux charges, clauses et conditions suivantes :

**L'AUDIENCE D'ADJUDICATION AURA LIEU
LE :**

**JEUDI TROIS AVRIL DEUX MILLE VINGT CINQ
A NEUF HEURES**

(JEUDI 3/04/2025 à 9H00)

AU PALAIS DE JUSTICE DU PUY-EN-VELAY, DEVANT
LE JUGE DE L'EXECUTION, SITUE PLACE DU BREUIL,
43000 LE PUY EN VELAY :

L'adjudication aura lieu en **ONZE LOTS** pardessus **les mises à prix** telles que fixées par l'ordonnance du juge commissaire du 17 septembre 2024 ci-après indiquées :

- LOT n°1 : DIX NEUF MILLE EUROS (19000€)

- LOT n°2 : VINGT ET UN MILLE EUROS (21000€)

- LOT n°3 : QUINZE MILLE EUROS (15000€)

- LOT n°4 : DOUZE MILLE EUROS (12000€)

- LOT n°5 : DIX SEPT MILLE CINQ CENT EUROS (17500€)

- LOT n°6 : SEIZE MILLE EUROS (16000€)

- LOT n°7 : SEIZE MILLE EUROS (16000€)

- LOT n°8 : QUINZE MILLE EUROS (15000€)

- LOT n°9 : TREIZE MILLE EUROS (13000€)

➤ LOT n°10 : VINGT MILLE EUROS (20000€)

➤ LOT n°11 : VINGT MILLE EUROS (20000€)

Les mises à prix ont été fixées par Ordonnance du Juge Commissaire en date du 17 septembre 2024, après audition des parties et du contrôleur, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de la vente.

EXTRAIT DU REGLEMENT INTERIEUR NATIONAL DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Article 12 : déontologie et pratique de l'avocat en matière de vente judiciaire (modifié par DCN n° 2008-002, âgé du Conseil National du 12.12.2008 publiées au J.O par décision du 24.04.09 J au 12 mai 2009)

Dispositions communes :

12.1 l'avocat amené à rédiger un cahier des conditions de vente (saisie immobilière) ou un cahier des charges et conditions de vente (licitation) ou en matière de liquidation judiciaire, en vue de son dépôt au greffe, doit utiliser les clauses types ci-après annexées portant dispositions générales pour ces actes, sous réserve d'une modification qui serait nécessitée par une particularité tenant à la nature de l'affaire, le statut des parties, la situation des biens.

Enchères

12.2 l'avocat doit s'assurer de l'identité de son client, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

L'Avocat ne peut porter d'enchères pour des personnes qui sont en conflit d'intérêts.

L'Avocat ne peut notamment porter enchères pour un même bien pour le compte de plusieurs mandants.

Lorsqu'un avocat s'est rendu adjudicataire pour le compte d'une personne, il ne peut accepter de former une surenchère au nom d'une autre personne sur cette adjudication, à défaut d'accord écrit de l'adjudicataire initial.

En cas d'adjudication d'un lot de copropriétés, il appartient à l'avocat poursuivant de le notifier au syndic de copropriété.

Chapitre I^{er} **Dispositions générales**

Article 1^{er} - Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L. 642-18 et suivants et les articles R. 642-22 et suivants du code de commerce.

Article 2 - Etat de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant ou le débiteur pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre. En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

Article 3 - Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux régulièrement conclus. L'acquéreur pourra faire annuler les conventions qui auraient été conclues en fraude des règles du droit des entreprises en difficulté. Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés au débiteur et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de celui-ci.

Article 4 - Préemption et droits assimilés

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi. Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de "l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 5 - Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente. La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance. L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée. En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité sera remise au liquidateur à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts. En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente. »

Article 6 - Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II - Enchères

Article 7 - Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie. Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de

la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 8 - Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restituée en l'absence de contestation de la surenchère. Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est remise au liquidateur pour être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 9 - Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée. La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder. L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères. Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 10 - Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du poursuivant ou du liquidateur s'il n'est pas poursuivant, aux conditions de la première vente forcée. Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322- 12 du code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère à compter du jour où la vente est devenue définitive. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de cinq mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra au liquidateur. L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III - Vente

Article 11 - Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien. Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 12 - Versement du prix de la vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de trois mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du liquidateur, qui en délivrera reçu. L'acquéreur sera redevable d'un intérêt au taux légal à compter de l'adjudication définitive. L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de trois mois fixé par l'article R. 643-3 du code de commerce, supportera le coût de l'inscription du privilège du liquidateur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Article 13 - Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de la vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot. »

Article 14 - Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire. Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire. L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 15 - Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV - Dispositions postérieures à la vente

Article 16 - Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans les deux mois de sa date ou, en cas d'appel, dans les deux mois de l'arrêt confirmatif, de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, et de notifier au poursuivant l'accomplissement de cette formalité, le tout à ses frais. Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués au liquidateur. A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du poursuivant pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur. A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification. »

Article 17 - Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues, le tout, sans préjudice pour le liquidateur judiciaire et pour l'adjudicataire qui en tient les droits ès-qualités de solliciter la nullité du bail sur le fondement de l'article L. 632-1, 2°, 3° ou 4° du code de commerce ci-dessous rappelés :

« 2° Tout contrat commutatif dans lequel les obligations du débiteur excèdent notablement celles de l'autre partie ;

3° Tout paiement, quel qu'en ait été le mode, pour dettes non échues au jour du paiement ;

4° Tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virements, bordereaux de cession visés par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ou tout autre mode de paiement communément admis dans les relations d'affaires ».

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du débiteur, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 18 - Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication. Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication. En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du liquidateur et sur présentation du rôle acquitté.

Article 19 - Titres de propriété

Le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication. Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

Article 20 - Purge des inscriptions

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège dans les conditions prévues par le code de commerce en matière de liquidation judiciaire. L'acquéreur peut alors demander au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble. En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander la collocation au liquidateur, au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil. « A défaut, le liquidateur judiciaire doit solliciter la radiation conformément à l'article R. 643-8 du code de commerce. »

Article 21 - Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente. Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V - Clauses spécifiques

Article 22 - Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet

1994). Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 23 - Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004. Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par :

Maitre Anne-Marie TEYSSIER,

Avocat poursuivant
Postulant de Maître Sabine MATHIEUX

Au PUY-EN-VELAY, le 10/01/2025

ANNEXES :

1. Extrait Kbis
2. Matrices cadastrales
3. Acte notarié de Me GONON en date du 17 mai 2013
4. DRSU hors formalités
5. DRSU sur formalités
6. Ordonnance sur requête du Juge Commissaire du 17 septembre 2024, et ordonnance en rectification d'erreur matérielle, notifications, et CNA
7. Procès-verbal descriptif
8. Diagnostics techniques
9. Dossier de Renseignements d'Urbanisme, DPU, et attestation numérotage
10. Certificats d'urbanisme opérationnels
11. Projet de sommation aux créanciers inscrits